

VIOLENCE POLICIERE

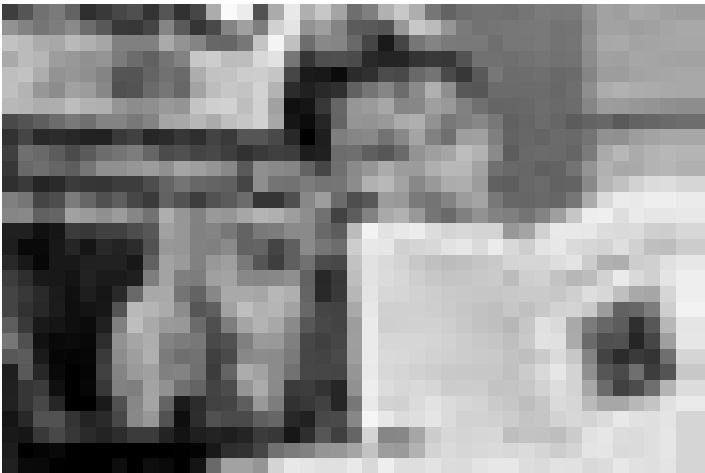
Victoire tardive

En avril 1999, l'auteur et journaliste Michel Collon manifeste contre la guerre du Kosovo et se fait brutaliser sans raison. La justice belge vient enfin de reconnaître les faits.

Je suis très heureux de pouvoir vous annoncer la condamnation définitive des deux policiers bruxellois qui m'avaient brutalement tabassé en avril 1999 pour le "crime" d'avoir organisé une manifestation pour la paix. L'arrêt, confirmé, de la Cour d'Appel représente une victoire importante contre "l'impunité" et aussi une garantie importante pour tout manifestant face au danger d'arrestation arbitraire. Cette victoire (rare!) fait grand plaisir. Mais elle incite à poser avec insistance aux autorités deux questions importantes: 1. Qui a protégé si longtemps ces policiers brutaux? 2. Que ferez-vous pour empêcher de tels comportements à l'avenir?

Des coups de poing et de pied d'une extrême violence assénés sans arrêt pendant tout le transport en camionnette après mon arrestation. Bilan: 4 côtes fracturées, diverses blessures, des semaines d'immobilisation. Tout cela, sans aucun motif sinon une véritable punition politique: "Ah, sale anarchiste (sic), ici il n'y a pas de caméras, tu vas voir ce que c'est de manifester!" Condamnés en première instance

Version intégrale du texte et autres informations sur www.michelcollon.info



Michel Collon au colloque pour la paix dans le monde, en novembre 2005. (source: Réseau Voltaire)

en octobre 2004, Frank Van Impe et Bernard Jongen étaient allés en appel. La Cour d'Appel a confirmé leur culpabilité en septembre 2005. Mais des circonstances personnelles m'ont alors empêché de communiquer ce jugement. Ensuite, les deux individus sont allés en cassation pour tenter de faire annuler ce jugement (ou juste pour gagner du temps?). La Cour de Cassation vient de les débouter. Leur condamnation est donc définitive. Je me réjouis de cette victoire et tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui m'ont soutenu dans ce long combat, et bien sûr, mes défenseurs, Maître Selma Benkhelifa et Jan Fermon.

Ce jugement, dont vous trouverez deux extraits ci-après, me semble important et précieux. Pas seulement pour moi, mais pour toutes les victimes de violences policières. Et peut-être surtout parce qu'il reconnaît qu'une autorité policière n'a pas le droit d'arrêter arbitrairement un manifestant. Il faut des conditions très précises et des garanties. Ceci me semble important pour l'avenir: nous savons tous que des manifestations, il va en falloir pas mal par les temps qui courent! (...)

On ne peut arrêter arbitrairement un manifestant

Voici un autre point très positif de l'arrêt, et qui présente une garantie pour tous les manifestants à venir. Le principe de l'arrestation arbitraire est également condamné. En effet, les policiers brutaux n'ont fait que suivre le mauvais exemple donné par leurs autorités. Quelques jours plus tôt, le bourgmestre de Bruxelles, Monsieur François-Xavier De Donnée (MR) avait tenté de faire interdire toute manifestation pour la paix sur le territoire de Bruxelles, n'importe où, n'importe quand. A la Pinochet! En tant qu'organisateur de la manifestation, nous étions allés immédiatement devant le Conseil d'Etat et avions obtenu l'annulation de ce décret ahurissant et inconstitutionnel. Mais, vraiment pas gêné, De Donnée, avait nargué le Conseil d'Etat en reprenant mot pour mot le même décret la veille de la manifestation, rendant impossible tout nouveau recours de notre part. Il avait été imité par son collègue, Monsieur Georges Désir

(FDF), bourgmestre de Woluwe St Lambert, où l'arrestation se déroula. On voit que le mauvais exemple venait d'en haut.

Donc, nous avons aussi déposé plainte pour arrestation arbitraire. Lors des débats, le procureur du roi avait soutenu notre demande et présenté une argumentation très intéressante pour chacun de nous à l'avenir. En résumé, une arrestation ne doit s'effectuer qu'en cas d'absolue nécessité, pour prévenir un dommage important, et ne peut absolument pas se faire de façon arbitraire.

(...) Au fond, j'ai eu beaucoup de chance: 100 témoins au départ, plus des caméras de télévision. Cinquante témoins à l'arrivée, plus un médecin. Bref: faites-vous toujours tabasser avec des caméras et des témoins nombreux, avant et après! Non, sérieusement: c'est une grande victoire. Pour moi, la page de cette affaire est enfin tournée. Mais ce qui importe davantage, c'est l'avenir. Evitera-t-on que de tels faits se reproduisent à Bruxelles? Evitera-t-on que d'autres victimes vivent ces moments d'humiliation et de terreur?

Pas garanti puisque vingt collègues étaient venus soutenir les brutes jusqu'au pied du tribunal! Pas garanti puisque les autorités policières n'avaient mené aucune enquête (bien qu'ayant affirmé le contraire à la télé). Pas garanti puisque le juge d'instruction avait carrément enterré le dossier! Pas garanti puisque le procureur et les juges ont clairement fait comprendre que certains P-V policiers étaient quasiment des faux! Pas garanti puisque le Comité P, censé surveiller la Police, n'a absolument pas fait son travail dans mon affaire! Et vous n'imaginez pas combien d'autres témoignages de violences policières - impunies - m'ont été rapportés depuis! Y compris de nombreuses agressions contre de simples passants ou de simples témoins d'arrestations brutales. (...)

On a le droit de manifester à Bruxelles sans qu'un policier décide ce qui est politiquement correct et ce qui ne l'est pas. Que ce soit contre les prochaines guerres de Monsieur Bush, contre les directives à la Bolkestein ou toute question de justice. (...)

Michel Collon

AFFAIRE ZÜBEYDE ERSÖZ

Appel à l'opinion publique

Choqués par la situation dramatique de la journaliste kurde Zübeyde Ersöz, emprisonnée à Schrassig, les signataires du présent appel se sont constitués en Comité de défense, jeudi, le 20 avril 2006.

Depuis plus de deux mois, Zübeyde Ersöz subit des conditions de détention injustes et humiliantes. Stigmatisée come "terroriste", elle est enfermée dans une cellule d'isolement de 6 mètres carrés, obligée de se mettre à nu avant et après chaque visite d'avocat et de se faire enchaîner aux pieds lors de chaque visite d'audience.

Rien ne justifie des mesures pareilles, d'autant plus que le Parquet Général a proposé sa mise en liberté, étant donné qu'il n'existe pas d'éléments suffisants pour prouver les crimes dont la Turquie l'accuse.

La grève de la faim qu'elle a commencée il y a huit jours pour protester contre ces traitements dégradants et contre le caractère arbitraire de sa détention nuit gravement à sa santé. Les menaces d'une extradition planent toujours sur Zübeyde Ersöz après les déclarations du ministre L. Frieden qui semble ne tenir compte que des accusations de la Turquie basées sur des aveux extorqués en 1996 sous la torture à deux personnes qui se sont rétractées lors de leur comparution devant le juge.

A juste titre, la Commission Consultative des Droits de l'Homme du Luxembourg a constaté que la Convention de Genève de 1951 et les principes internationaux relatifs aux droits des réfugiés précisent qu'"une extradition ne peut être mise en œuvre qu'après qu'une décision finale soit intervenue concernant le statut de réfugié", que "le principe de non refoulement constitue un obstacle à l'extradition, lorsque le demandeur d'asile risque d'être éloigné vers un pays où sa vie, sa liberté puissent être mises en danger" et que "ces principes s'appliquent de la même façon aux personnes dont le statut de réfugié n'a pas encore été formellement reconnu y inclus les demandeurs d'asile".

La situation politique et celle des Droits de l'Homme actuelles en Turquie font craindre le pire pour une réfugiée kurde. Une loi qui n'attend plus que l'aval du Sénat a été récemment votée par le parlement turc pour instaurer à nouveau l'état de siège au Kurdistan. La vie de Zübeyde Ersöz, dont on sait que la sœur et le frère ont déjà été assassinés, serait en grand danger au cas où elle serait extradée.

Au nom de la dignité humaine et du respect des principes les plus élémentaires d'un Etat de droit, notamment le droit inaliénable à l'intégrité physique, honteusement bafoués dans le cas de Zübeyde Ersöz, le comité de soutien appelle les ministres Frieden et Asselborn à la libérer immédiatement, afin qu'elle puisse être prise en charge par le médecin de son choix, après avoir arrêté sa grève de la faim, à traiter de manière urgente sa demande de protection internationale et à renoncer à son extradition vers la Turquie où les Droits de l'Homme élémentaires ne sont pas garantis et où la torture continue d'être pratiquée quel que soit le sort de sa demande. Les signataires appellent toutes les personnes et les organisations de la société civile et politique du Luxembourg à se joindre à leur lutte pour la libération de Zübeyde Ersöz.

Les premiers signataires de l'appel:

Jacques Poos, Erny Gillen, Jean Huss, Viviane Loschetter, Camille Gira, Vera Spautz, Serge Kollwelter, Mathias Schiltz, Carine Hensgen, Hubert Hausemer, Michel Legrand, Sylvain Besch, Franco Barillozzi, Colette Mart, Jay Schiltz, Richard Graf, Jean-Claude Wolff, Lucien Montebusco, Landy Casali, Nicole Jemming, Antoinette Reuter, Guy Wagner, Sam Tanson

et les initiateurs du Comité de défense "Zübeyde Ersöz":

Janine Frisch, Philippe Schockweiler, Claude Frentz, Nicole Lorentz, Cléo Thoma, Béatrice Carrilho

L'appel peut être signé aussi sur internet: www.petitiononline.com/Ersoz/petition.html

Le groupe d'action "Migrations" organise une **marche de solidarité**, avec participation massive de la diaspora kurde, **samedi, 29 avril, 14 heures, Place de la Gare**

IWF-GIPFEL

Reformrhetorik ohne Substanz

"Die Frühjahrstagung hat das fortgesetzte Scheitern von Internationalem Währungsfonds (IWF) und Weltbank offenbart, einen sinnvollen Beitrag zur schnellen Umsetzung der Internationalen Entwicklungsziele zu leisten", kritisiert Daniela Setton, Sprecherin von Weed. "Das Reden von den Fortschritten bei der Armutsbekämpfung ist reine Schönfärberei."

Die Zahl der armen und mangelerährten Menschen nimmt gerade in Sub-Sahara Afrika dramatisch zu. Dort leben nach Angaben der Weltbank 44 Prozent der Bevölkerung von weniger als 1 US-\$ am Tag eine Verdopplung im Vergleich zu 1980 - und das ist nur die Spitze des Eisbergs. Zudem sinkt der Anteil am Wachstum, der den Armen zugute kommt.

"Es ist ein Skandal, dass IWF und Weltbank dogmatisch an neoliberalen Rezepten festhalten, die Entwicklung unterminieren und Armut verschärfen. Die Marktöffnungsagenda dient vor allem den Interessen transnationaler Konzerne und der Durchsetzung geostrategischer Interessen. Auf dem Rücken der Armen wird das Ganze dann als Armutsbekämpfung und Klimapolitik verkauft", kritisiert Setton.

So wurde unter dem Label "saubere Energie" diskutiert, milliardenschwere Investitionen in klimaschädliche konventionelle Energie zu stecken, auch die Atomenergie ist dafür im Gespräch. Weed unterstützt die Position von Entwicklungsministerin Heidemarie Wieczorek-Zeul, dass die Weltbank sich nicht an der Förderung von Atomenergie beteiligen soll und das Energieportfolio der Weltbank auf die Förderung erneuerbarer Energien ausgerichtet werden muss.

Weed begrüßt die Entscheidung, wichtigen Schwellenländern ein stärkeres Gewicht im IWF zu geben. "Damit der Einfluss der ärmsten Entwicklungsländer aber nicht noch stärker zurückgedrängt wird, muss die Quotenerhöhung für einige Schwellenländer an eine deutliche Erhöhung der Basisstimmrechte gekoppelt werden", fordert Setton.

Nötig seien jedoch grundlegendere Reformen, als sie IWF-Chef Rodrigo Rato vorgeschlagen hat. Nach Ansicht von Weed muss sich der IWF aus den ärmeren Entwicklungsländern zurückziehen und auf sein Kernmandat beschränken. "Zentral ist, dass er endlich dem Dogma des Neoliberalismus abschwört. Der neoliberale Kurs wird zunehmend von Schwellen- und Entwicklungsländern abgelehnt, was durch den Rückzug wichtiger Schuldnerländer vom IWF verdeutlicht wird", so Setton.

Weed, 24.4.2006

Weltwirtschaft, Ökologie & Entwicklung
World Economy, Ecology & Development
www.weed-online.org